

---

## [Inde : les forêts et les plantations d'arbres dans les systèmes de compensation de carbone](#)

Les nouveaux concepts créés dans les discussions sur le changement climatique sous la forme de REDD et REDD+ ont accru la marchandisation des forêts, du fait que ces plans sur l'atténuation du changement climatique et sur les forêts permettent une plus grande mobilité et rendent possible le commerce entre les pays et les continents, disent Kanchi Kohli et Manju Menon, de l'organisation indienne Kalpavriksh, dans la récente publication *Banking on Forests: Assets for a Climate Cure?*.

Bien qu'aucun accord international n'ait encore été établi, aussi bien REDD que REDD+ fonctionnent avec un double mécanisme de financement, où l'argent proviendrait de subventions bilatérales ou multilatérales volontaires et d'un système d'échange fondé sur le marché où le carbone forestier de chaque pays pourrait être échangé pour atteindre les objectifs en matière d'émissions. Le programme UN-REDD dit qu'il s'agit d'un « effort pour attribuer une valeur financière au carbone stocké dans les forêts, en offrant aux pays en développement des incitations pour qu'ils réduisent les émissions des terres boisées et qu'ils investissent dans des moyens peu polluants d'atteindre un développement durable ». L'argent de REDD+ est affecté au maintien de forêts intactes et à la création de nouveaux « stocks de carbone », c'est-à-dire, dans la pratique, à la création de plantations d'arbres. Dans les deux cas, l'objectif final est de conserver le carbone ou de créer des puits de carbone.

Le rapport de Kalpavriksh explique que, en Inde, la « Mission nationale pour une Inde verte » (GIM d'après l'anglais), approuvée en février 2011, fait partie du Plan d'action national sur le changement climatique (NAPCC) et vise à accroître le couvert d'arbres sur cinq millions d'hectares de terres boisées ou non boisées, ainsi qu'à améliorer la qualité du couvert forestier sur cinq millions d'hectares supplémentaires. Pour y parvenir, la Mission s'associerait à des programmes en cours d'exécution, et participerait aux bénéfices disponibles dans le cadre de REDD+, le MDP et d'autres mécanismes fondés sur le marché.

Pour accroître le piégeage et le stockage de carbone, d'autres écosystèmes seront pris en compte en plus des forêts, ainsi que des terres affectées à de nombreux autres usages et des terres marginales. Pourtant, les terres que la GIM considère comme des terres agricoles marginales ou à l'abandon sont en fait affectées par les communautés à d'autres usages non formellement reconnus, comme le pâturage ou l'agriculture itinérante, et leur transfert à des plans de boisement aura des répercussions sur la situation socio-économique des communautés qui en dépendent. Les mouvements de peuples forestiers ont fait remarquer que les programmes de boisement changent les caractéristiques des écosystèmes et réduisent l'accès de la population aux produits forestiers et à la nourriture pour les animaux, en privant de leurs terres, en tout ou en partie, les habitants des forêts et les adivasi (indigènes).

Les auteurs de Kalpavriksh concluent que « la GIM est manifestement accommodante en matière d'émissions ; elle laisse la porte ouverte à n'importe quelle orientation que prennent les négociations sur le changement climatique en matière de puits de carbone. Le pays est disposé à recevoir de l'argent par le biais de subventions, du commerce du secteur privé ou d'autres programmes

---

concernant le carbone forestier ». Ils signalent aussi que, depuis 2009, les départements forestiers étatiques reçoivent l'argent perçu au fil des ans pour compenser ou pour payer la 'valeur actuelle nette' (NPV) dans les cas où les terres boisées ont été affectées à des usages non forestiers, tels que les mines, l'expansion industrielle ou l'infrastructure du pays. Cet argent a été destiné à des plans de boisement, comme dans le cas de l'État d'Uttarakh, où des sommes ont été allouées à des plantations par l'intermédiaires des comités locaux de 'gestion forestière conjointe'. L'État de Karnataka a proposé lui aussi des plantations industrielles, par exemple celles destinées à la fabrication de biocombustibles. De même, l'État de Madhya Pradesh a proposé d'affecter aux plantations 38,8 %, et celui de Himachal Pradesh 28,4 %, de leur budget NPV 2010-2011.

Le rapport de Kalpavriksh affirme catégoriquement que tous les processus qui traitent les forêts comme des produits à commercialiser ou comme des enceintes réservées à la conservation trouvent leur place dans la GIM, où les forêts sont traitées comme « un produit mobile et échangeable, à l'échelon national ou mondial. Chaque fois que l'unité de mesure change, les coffres des forêts reçoivent davantage d'argent, sous prétexte de conservation ou de modification. La GIM fonctionne très bien aussi dans le cadre d'un système mondial où il est possible de considérer les forêts comme des actifs dont on peut disposer, à un prix déterminé, pour fournir des crédits d'émission aux acteurs internationaux ».

Alors qu'il est peu probable qu'on parvienne, dans un avenir proche, à un accord contraignant sur la réduction des émissions, beaucoup prédisent que le marché du carbone de REDD a des possibilités et qu'il ouvrira la voie à la marchandisation des forêts de l'Inde et à l'expansion des plantations d'arbres en régime de monoculture.

Article fondé sur : "Banking on Forests: Assets for a Climate Cure?", de Kanchi Kohli et Manju Menon,

Kalpavriksh, <http://www.kalpavriksh.org/list-of-books/books-in-print/201-env-a-development-books/90-environment-a-dev-books>, et sur deux documents d'information : "Compensatory Afforestation and Net Present Value Payments for Diversion of Forest Land in India" et "Loss or Gain. The National Mission for a Green India", des mêmes auteurs, envoyé par Kanchi Kohli, adresse électronique : [kalpavriksh.delhi@gmail.com](mailto:kalpavriksh.delhi@gmail.com).